

Radio Rainbow የብት ደመና ራዲዮ Radio Arc - En - Ciel

C/o P.O.Box 140 104, 53056 BONN, GERMANY - Fax: (49) 228 / 61 23 81 <

RADIO ARC-EN-CIEL

- VOIX DE LA PAIX ET DES PEUPLES FRATERNELS -

I. **LE LANCEMENT DES EMISSIONS** : Comme prévu, les émissions ont commencé le jeudi 11 septembre, jour du Nouvel An éthiopien. La radio émet trois fois par semaine : vers l'Ethiopie et les pays d'Afrique de l'est (le jeudi), vers la côte est d'Amérique du Nord (le vendredi) et vers l'Europe (le samedi).

II. **CHANGEMENT DE NOM** : Le nom retenu initialement était « Radio Peuples Fraternels ». On a finalement été amené à l'appeler « RADIO ARC-EN-CIEL : VOIX DE LA PAIX ET DES PEUPLES FRATERNELS » pour éviter trop de rapprochements avec l'Association « Peuples Fraternels » créée à Addis Abeba au mois d'août 1996. Malgré des démarches répétées auprès des autorités, cette association n'a pas encore de statut légal dans le pays. Nous avons pensé qu'une même appellation pourrait contrarier les efforts de ses animateurs visant à obtenir ce statut et opté pour un autre nom, au moins jusqu'à l'aboutissement de ces démarches.

III. QUELQUES THEMES ABORDES DANS LES PREMIERES EMISSIONS

1. PROGRAMMES CONTRE LA HAINE ANTI-TIGREANNE

A - Contexte : Le problème le plus urgent à l'heure actuelle est la montée de la haine contre le peuple tigréen. Le Front tigréen encourage ce phénomène en faisant croire à tous que le pouvoir en place est « Pour les Tigréans et par les Tigréans ». L'objectif est de susciter la haine contre l'ensemble de ce peuple et un sentiment de peur des autres, d'insécurité chez les Tigréans afin de les forcer à lier leur sort à celui des extrémistes au pouvoir.

B - Les émissions : Nous avons donc déjà réalisé deux programmes pour combattre ce phénomène en démontrant que contrairement à ce que prétendent les extrémistes, aussi bien au pouvoir que dans l'opposition, le peuple tigréen n'est pas complice de la dictature instaurée en son nom et que ce peuple est lui-même victime de cette dictature :

GRAPECA

በኢላዎ

RAOPEHA

Groupes de Recherche et d'Action pour la paix en Ethiopie et dans la Corne de l'Afrique
Research and Action Group for Peace in Ethiopia and the Horn of Africa

በኢላዎ ለኢትዮጵያና ለቀሪው ተገናኝ ምርጫና የተገባር ቦሪን

a) Interview avec le Professeur Mesfin Wolde Mariam, Président de l'Ethiopian Human Rights Council (EHRCO) :

Le Professeur Mesfin dénonce la confusion entre la direction du FPLT et le peuple tigréen et appelle à un sursaut de fraternité.

Après une dénonciation de la répression contre le peuple tigréen, le Professeur développe des arguments contre toutes les thèses extrémistes et lance un avertissement à tous les opposants en disant que confondre le peuple tigréen et le pouvoir instauré en son nom ferait le jeu de la dictature.

b) Témoignage de M. Tefera Asmare , journaliste et ancien prisonnier politique actuellement en exil :

M. Tefera a été condamné à deux ans de prison pour avoir publié dans son journal « ETHIOPIS », une série de reportages sur la répression dans le Tigré (torture, disparition, détention arbitraire, pressions sociales et ostracisme des opposants, etc.).

Dans son témoignage M. Tefera parle de trois Tigréens - deux personnes âgées et un jeune - qui avaient fait le déplacement à Addis Abeba pour témoigner en sa faveur lors de son procès. Il affirme qu'il s'agissait là d'un acte de fraternité extrêmement courageux puisque en faisant cela ces trois personnes savaient ce qui les attendait. Il révèle qu'effectivement ces Tigréens sont retournés dans leur région et ont disparu sans laisser de traces, victimes de la répression d'un « régime soi-disant tigréen ».

2. PROGRAMMES SUR L'ALTERNATIVE PACIFIQUE

A - Contexte : L'initiative unitaire de Paris en 1993 avait permis aux forces de l'opposition démocratique de présenter au peuple éthiopien une alternative crédible à la guerre et à la dictature. Mais les sept organisations à l'origine de cette initiative n'ont pas continué dans cette voie. Le pays se trouve donc encore une fois dans une impasse dangereuse avec les appels à l'intensification de la lutte armée ajoutant à la confusion et au désarroi ambiants.

B - Les émissions : Nous avons donc déjà réalisé deux programmes et allons continuer à consacrer une série d'émissions plaidant pour « un retour à l'esprit de Paris » et démontrant comment une issue pacifique à la crise éthiopienne est toujours possible et pourquoi il faudra poursuivre dans cette voie.

a) Première émission : titre « L'esprit de Paris : les leçons que l'on n'a pas tirées »

La radio explique que l'impasse actuelle et le désarroi dans le quel se trouve la société sont le résultat de l'incapacité des 7 de Paris et des autres organisations du pays à tirer les leçons de la conférence de Paris dont les plus significatives étaient les suivantes :

- Pour peu que les forces alternatives à la dictature, agissant dans l'unité, présentent à la population des perspectives claires et communes, le peuple éthiopien a démontré qu'il est prêt à s'engager massivement dans ce combat pacifique. Les deux manifestations d'octobre et de décembre 1993 qui avaient mobilisé chaque fois près d'un demi million de personnes à Addis Abeba, les Comités de soutien spontanément mis sur pied dans pratiquement tous les pays d'Europe, tous les Etats des Etats-Unis et jusqu'en Australie prouvent la force d'initiatives unitaires.

Ce soutien populaire peut déterminer l'attitude de la communauté internationale. Les Américains étaient opposés à la tenue de la Conférence d'Addis Abeba et l'avaient fait savoir par une lettre (4 septembre 1993) de la Maison Blanche. La détermination des 7 de Paris et le soutien populaire étaient tels qu'ils étaient amenés à changer de position et à faire une déclaration publique de soutien à la Conférence en décembre 1993. La présence de trente et un Ambassadeurs, de représentants de l'ONU, de l'OUA et de l'UE à la séance d'ouverture de la conférence d'Addis Abeba était la preuve de l'immense soutien de la communauté internationale à de telles initiatives communes et pacifiques.

La radio estime que ces leçons, pourtant évidentes, n'ont pas été retenues et lance un appel à un « retour à l'esprit de Paris » sur la base des accords et documents communs élaborés par les représentants des sept organisations travaillant au sein du Comité de préparation de la Conférence d'Addis Abeba.

b) Deuxième émission : titre « Les accords sur les élections libres sont toujours d'actualité »

Les documents élaborés par les représentants des sept organisations contiennent des positions communes sur la solution à apporter au problème ethnique en Ethiopie, le processus constitutionnel, la problématique de structures pour coordonner l'action commune, le processus électoral, etc.

Tout en promettant de revenir à l'occasion d'autres émissions sur chaque thème, la radio revient sur l'accord concernant la tenue d'élections libres. Elle rappelle que les sept organisations s'étaient mises d'accord pour travailler ensemble pour créer des conditions politiques et diplomatiques permettant la tenue de telles élections.

Le fait que les prochaines élections soient prévues pour l'an 2000 ne réduit en rien le caractère urgent du problème. Aucune élection ne peut être considérée comme libre si elle est tenue dans une atmosphère de peur, de violations massives des droits de l'homme, de non respect des normes internationalement reconnues (liberté d'organisation, liberté de la presse, commission électorale indépendante, etc.).

Si l'on veut que toutes ces conditions soient réunies pour dans trois ans, il n'est pas trop tôt pour lancer des initiatives politiques et diplomatiques communes. Nous appelons donc toutes les forces préconisant une issue pacifique à la crise de se rencontrer pour élaborer une stratégie commune et tous nos compatriotes qui avaient mis sur pied des comités de soutien aux Conférences de Paris et D'Addis Abeba de relancer sans tarder ces structures afin de reprendre l'initiative politique et diplomatique en vue de créer des conditions propices à la tenue d'élections dans trois ans.

3. PROGRAMMES EDUCATION A LA PAIX

A - Contexte : Comme nous l'avons déjà indiqué dans le texte « Media pour la Paix : l'expérience de Radio SELAM », un des problèmes majeurs que nous rencontrons est le scepticisme profond de la société quant à la viabilité de la voie pacifique. « Toute idée d'opposition pacifique ou d'appel au dialogue est perçue avec un profond scepticisme, pour ne pas dire avec un certain mépris, car elle est assimilée à une attitude peu courageuse et à un abandon de combat.... Notre campagne d'éducation à la paix doit donc viser à une transformation psychologique profonde en insistant sur le caractère héroïque de l'option pacifique. »

B - La première émission : thème « Combat pacifique, combat héroïque » : De tous les protagonistes de la crise éthiopienne, seule la dictature se distingue par le fait qu'elle est la seule à ne pas pouvoir choisir l'arme de combat. Comme toutes les dictatures, elle a peur du dialogue et de la démocratie. Elle est extrêmement vulnérable sur le plan politique et diplomatique. Elle ne peut survivre que par la force des armes, la répression et grâce au soutien de forces extérieures.

La situation chez les forces d'alternatives démocratiques est toute autre. Tant qu'elles gardent l'initiative et maintiennent leur suprématie sur les plans politique et diplomatique, elles ont l'embarras du choix.

Il est clair que par sa politique « va-t-en guerre », la répression contre des opposants pacifiques, la société civile, les journalistes, etc., le pouvoir cherche à imposer aux opposants l'option militaire, un domaine où il se sent le moins vulnérable voire le plus fort.

Pour ne pas tomber dans ce piège il faut intensifier le combat pacifique. Mais pour cela il faut tout d'abord qu'on se débarrasse de la perception qui assimile l'appel au combat pacifique à un « complot démobilisateur » lancé par des gens peu courageux. Le combat pacifique est un combat héroïque. Les sacrifices qu'il demande sont aussi grands et honorables que ceux consentis sur le champ de bataille. Les milliers d'opposants croupissant à l'heure actuelle dans les prisons du pays, les « disparus », ceux qui sont sommairement exécutés par les hommes de main du régime etc. sont là pour démontrer le caractère héroïque du combat pacifique.

Si l'on ne veut pas que ces sacrifices restent vains, il faut sans tarder reprendre les initiatives politiques et diplomatiques communes sur la base des accords de Paris et affronter ainsi le régime sur un terrain où il se sent extrêmement vulnérable et qu'il cherche à éviter à tout prix.

4. PROGRAMMES DE SENSIBILISATION AUX PROBLEMES DES DROITS DE L'HOMME

A - Contexte : Le régime actuel en Ethiopie est régulièrement condamné par la communauté internationale pour des grosses violations des droits de l'homme. Ceci est d'autant plus inacceptable que contrairement à ses prédécesseurs, le pouvoir actuel se déclare respectueux de toutes les conventions internationales sur les droits de l'homme. Mais alors que la déclaration universelle de 1948 fait partie intégrante de la Constitution, les mass média sous contrôle du gouvernement n'ont pris aucune initiative pour la porter à la connaissance du public.

B - La première émission : thème : « début de la campagne de vulgarisation de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme » :

Pour la première fois dans l'histoire du pays, la radio a donné lecture de cette déclaration. Dans nos prochaines émissions nous nous proposons de revenir sur ses principaux articles en les expliquant dans un langage simple et accessible à tous nos auditeurs dont le nombre est estimé entre 8 et 10 millions.